PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Quotidienne.

	Un An.	6 Mois.	3 Mois.	1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS....	$12.00	$6.00	$3.00	$1.00
POUR L'ETRANGER.....	$15.15	$7.55	$3.75	$1.30

Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Hebdomadaire.

	Un An.	6 Mois.	4 mois.	3 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....	$3.00	$1.50	$1.00	75 cts
POUR L'ETRANGER.....	$4.00	$2.05	$1.35	$1.05

Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, — PRO ARIS ET FOCIS — SCIENCES, ARTS.

Seul Journal Français Quotidien au Sud — NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 27 MARS 1896. — Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

Entered at the Post Office at New Orleans, La. Second Class Matter.

☞ POUR LES PETITES ANNONCES DE DEMANDES, VENTES ET LOCATIONS, ETC., QUI SE SOLDENT AU PRIX RÉDUIT DE 10 CENTS LA LIGNE, VOIR UNE AUTRE PAGE.

Absurdité et iniquité.

Si nous étions riches, par conséquent, pas journalistes—car les millions et le journalisme n'ont jamais passé par la même porte—nous fonderions un grand prix, un prix international, accordé à l'heureux mortel qui découvrirait la solution de la question d'Orient. Aucune épidémie, depuis le commencement du siècle, n'a causé autant de ravages que cette question; elle fait la tache d'huile; elle envahit le monde entier; elle se déplace à chaque instant. Hier, elle sévissait dans l'Arménie. Aujourd'hui, c'est sur l'Egypte qu'elle s'abat et, ce qu'il y a de pis, c'est qu'elle menace constamment de mettre le monde en feu.

Y a-t-il rien de plus étrange que ce qui se passe en ce moment ? En fait le Canal de Suez est, à l'heure qu'il est, absolument à la merci de l'Angleterre. Or, il a été construit par un Français, avec des fonds français, et la puissance qui le détient est précisément celle qui a fait le plus d'opposition à sa création.

Qui gouverne l'Egypte, maintenant ? C'est l'Angleterre. Il est à supposer, par conséquent, qu'elle en est plus ou moins la souveraine. Nullement. Le véritable gouvernant de l'Egypte, c'est le Khédive. Seulement, il ne gouverne pas du tout. Encore n'en est-il le maître que par délégation. Le véritable souverain, c'est le Sultan, qui gouverne encore beaucoup moins que le Khédive.

Le voici qui réclame, non pas le privilège de gouverner cet Etat, qui lui appartient en principe—il n'a pas tant d'audace,—mais seulement le droit d'être consulté le moins du monde, quand on dispose de son bien, et de pouvoir dire au moins son mot dans le Conseil. On n'en a cure.

Il est appuyé, dans ses réclamations par la France et la Russie, qui ont de graves intérêts moraux, financiers et territoriaux dans cette contrée; on passe outre.

On se lance dans une expédition longue, coûteuse, engagée dans un esprit anti-français Il faut des fonds pour faire face aux dépenses. On se sert de ceux qui sont destinés à payer la dette égyptienne et la, plupart de ces fonds appartiennent à des créanciers français; de telle sorte que c'est la France qui va payer les frais d'une guerre faite contre ses intérêts.

Le monde entier est intéressé à assurer la parfaite neutralité du Canal de Suez et de la Mer Rouge. Tous donc devraient, d'un commun accord, dire à l'Angleterre: retirez vous de là et laissez le passage libre; mais personne n'ose le dire, et les deux puissances qui en ont le courage, sont abandonnées par les autres qui ont, cependant, le même intérêt qu'elles à la parfaite sécurité du canal et de la Mer Rouge.

Plus vous entrez avant dans l'examen de cette question, plus vous marchez non seulement d'iniquité en iniquité, mais d'absurdité en absurdité. On s'engage dans une grande guerre, qui peut conduire on ne sait où, à travers le désert, au milieu de populations belliqueuses et fanatiques, en état de fournir des combattants par centaines de mille, et l'on part avec moins de 20,000 hommes, dont 2,000 ou 3,000 Anglais, tout au plus.

On s'en va dans une contré brûlante, juste au moment où vont commencer les chaleurs. Il y a à faire 300 milles, avant d'arriver là où l'on peut rencontrer le premier ennemi. On n'atteindra pas ce but avant deux ou trois mois. C'est évidemment une expédition mal engagée et au plus mauvais moment de l'année. On n'en va pas moins de l'avant.

Et voilà pourquoi l'on risque de mettre l'Europe en feu. C'est insensé.

Et les Italiens, pour lesquels on prétendait que l'on prenait les armes, que deviennent-ils, au milieu de tout cela ? Ils sont parfaitement oubliés; il n'est plus question d'eux, car l'expédition a un tout autre but que de les secourir.

LE VOYAGE —DU PRINCE— HENRI D'ORLÉANS.

SOUVENIRS ET ANECDOTES

La Société de géographie a reçu solennellement, en Sorbonne, le Prince Henri d'Orléans, explorateur, médaillé d'or de la Société, chevalier de la Légion d'honneur.

Le ministre des colonies s'est fait représenter à cette cérémonie, que présidait M. Janssen, directeur de l'Observatoire de Meudon, membre de l'Institut.

Le prince Henri a raconté son voyage du golfe du Tonkin au golfe du Bengale. Il a dit comment, arrivé le 16 février 1895 à Mong-Tsé, il ne touchait la terre de France que tout juste un an plus tard, le 19 février dernier.

Dès le 27 février, le prince Henri, accompagné de M. Roux, enseigne de vaisseau, de M. Briffaud, colon français au Tonkin, et d'une caravane de dix hommes, quitte Mong-Tsé.

Le 1er mars, les voyageurs sont à Man-Hao. Il s'agissait d'explorer la rive droite du fleuve Rouge, puis de celle-ci jusqu'à Isemao ou à Puehr-Eou, traversant une région encore mal connue, aller rejoindre le Mékong non loin de son entrée en Indo-Chine, c'est-à-dire du point où Francis Garnier l'a quitté.

Le prince écrivait lui-même à ce sujet au secrétaire de la Société de géographie: "Nous essayerons ensuite de gagner Tali-Fou, en nous tenant aussi près que possible du fleuve, afin de relever, si nous le pouvons, son cours jusqu'à la hauteur de la grande ville occidentale du Yunnam."

—Telles sont, ajoutait-il, les principales lignes de l'itinéraire que nous nous proposons de suivre; si nous réussissons, d'un côté nous pourrions, de l'est à l'ouest, parcourir une contrée qui intéresse particulièrement nos possessions d'Indo-Chine, puisqu'elle reforme la zone naturelle d'expansion pacifique et commerciale; collaborant sur les territoires chinois, frontières des nôtres, à l'œuvre de la mission Pavie, nous joindrons ainsi ses travaux et ceux de l'état-major autour de Mong-Tsé, de Kaikoa-Fou et sur la bordure du Tonkin, à ceux plus anciens, mais non moins admirables de Francis Garnier.

"De l'autre côté, il nous sera permis de reprendre du sud au nord la suite de l'entreprise si française commencée il y a trente ans par Francis Garnier, l'explorateur du fleuve qui, depuis son entrée en Indo-Chine jusqu'à son embouchure, est géographiquement, sinon encore politiquement, entièrement nôtre. Le cours du Mékong dans le Yunnam, c'est-à-dire sur plus de 1,000 kilomètres depuis les frontières du Thibet jusqu'à celles du Laos, est encore inconnu. Il importe que la conquête scientifique commencée par des Français soit continuée par des Français. C'est pour permettre à M. Roux de travailler avec moi en vue de ce but que M. Delcassé a bien voulu l'attacher au ministère des colonies et lui accorder un congé illimité. Nous travaillerons pour la patrie, pour l'expansion coloniale, pour la géographie; nous avons un plan, une idée et la foi, assez pour avoir du moins confiance dans le succès, sinon la certitude."

Tel était le programme du prince Henri.

Nous ne suivrons pas le prince dans les détails de sa longue exploration, souvent périlleuse. Mais, grâce aux lettres du prince à M. Maunoir, nous pouvons rappeler ici quelques anecdotes qui ne seront pas sans intéresser nos lecteurs.

Le prince Henri avait quitté Mong-Tsé depuis un mois à peine, quand il faillit être passé par les armes, voici dans quelles circonstances:

C'était le 14 mars 1895. Le prince était accompagné de Sao, un domestique annamite très dévoué, et tous deux marchaient en avant de la caravane. Surpris par la nuit, ils durent se réfugier dans une maison, où d'ailleurs on ne leur fit point un accueil fort cordial.

"Nous frappons à la porte, écrivait le prince, personne ne répond. J'entre dans la cour et commence à desseller les chevaux. Survient une vieille femme qui, à notre vue, se met à pleurer et à crier, donnant les signes de la plus grande frayeur." Sao la sermonne, et finalement la rassure.

Mais le village sait que des "pirates" sont là, et une bande d'hommes paraît, qui armé d'un fusil, qui brandissant une faux ou une lance. Il faut encore parlementer, et comme il fait nuit noire, c'est à la lueur des torches que se passe cette scène vraiment digne du crayon de Callot. Cependant tout s'arrange, mais cette nuit-là le prince Henri ne dormit que d'un œil, en gendarme, et il avoua plus tard qu'il n'avait été tout à fait rassuré qu'avec le jour, et quand il eut enfourché son cheval!

L'interprète du prince, un Chinois qui répondait au nom de François, se montrait généralement assez violent. Il fallut s'en séparer le 11 mai, dans la plaine de Mienning. Ce jour-là, deux gifles vigoureusement appliquées de la main de M. Briffaut vinrent rappeler fort à propos à François que ce n'est pas impunément qu'on répond à un Français par le mot de Cambronne.

Cependant, le prince a terminé la première partie de son voyage.

Tout n'est pas rose tendre dans le métier d'explorateur. Un instant le prince Henri dut se demander comment on pourrait ravitailler et nourrir une caravane qui se composait maintenant de quarante personnes.

Enfin, malgré les incidents inévitables, la maladie et les dangers de toute sorte, le prince atteint Bishi: le voyage touche à sa fin.

Le 20 décembre 1895, la tentative du prince avait abouti. Il en est très fier et il a raison. Aussi écrit-il alors: "Français, nous avons les premiers fait la route la plus courte, la plus directe de Chine aux Indes, cette route en vain cherchée par tant d'Anglais sur les deux frontières."

Les résultats géographiques sont excellents: le prince et M. Roux ont relevé les erreurs du général Walker. Ils ont, d'autre part, glané un joli lot de collections, et, au point de vue ethnographique surtout, ce voyage a vraiment toutes les allures d'un triomphe.

LA MORT DU PRESIDENT D'HAITI.

Une dépêche confirme ce matin, celle qui annonçait hier, la mort du général Hippolyte, président de la république d'Haïti.

A ce propos, rappelons qu'un conflit, qui menaçait un moment d'avoir les conséquences les plus fâcheuses, s'éleva en mars 1887, entre l'Angleterre et la république d'Haïti. La concession d'une île voisine, l'île de la Tortue, avait été faite par le gouvernement d'Haïti, au mari d'une dame Maunders se disant anglaise. Celle-ci n'ayant pas exécuté les conditions du contrat, le gouvernement haïtien voulut rentrer en possession de l'île concédée. D'où demande d'indemnité de la part du gouvernement britannique, demande qui fut écartée par le gouvernement haïtien. Celui-ci parvint à établir que Mme Maunders était Haïtienne par naissance et par mariage, et que, d'ailleurs, ses prétentions n'étaient pas fondées: toutefois, il consentit à un arbitrage.

Cela se passait en 1882. L'affaire paraissait oubliée, lorsqu'en mars 1887, M. Clément Hill, envoyé du gouvernement britannique, organisa une démonstration navale et fit mine de se saisir de l'île de la Tortue, si on ne lui versait une indemnité de 5 millions de francs. Cet ultimatum devait produire et produisit une vive effervescence à Port-au-Prince; mais, à la demande de la France, l'Angleterre renonça à toute mesure coercitive et réduit à 800,000 francs le chiffre de ses prétentions. Une transaction intervint sur ces bases (avril 1887.)

L'année suivante, une nouvelle insurrection éclata à Port-au-Prince (4 juillet 1888), et les insurgés ne reculèrent ni devant l'incendie, ni devant le pillage. Le général Leide Télémaque, qui, avec le concours des troupes du Nord, s'était emparé de Port-au-Prince, fit proclamer Boisrond Canal chef du gouvernement provisoire, tandis que le président Salomon était réduit à s'enfuir. Le général Télémaque, non content de faire partie du nouveau gouvernement, ne voulut pas attendre les résultats de l'élection présidentielle; il tenta de s'emparer par force du pouvoir mais il fut battu et tué par les troupes de Boisrond-Canal (28 septembre 1888) Malheureusement, le Nord et le Sud de l'île ne purent s'entendre: les habitants de Port de-Paix, de Cap-Haïtien et des Gonaïves marchèrent sur Port-au-Prince pour venger le général décédé. A cette nouvelle (octobre) le général Légitime fut proclamé par la capitale président provisoire de la République. Il fit aussitôt bloquer et bombarder les ports du Nord, tandis que, de leur côté, les habitants de cette région proclamaient président et installaient à Cap-Haïtien le général Hippolyte.

LE DANGER DES EXPOSITIONS.

M. le comte de Chaudordy fait, dans le *Figaro*, un article sur les dangers des Expositions universelles. Il se place au seul point de vue de la politique extérieure:

L'inconvénient le plus grave des expositions universelles françaises consiste, selon nous, dans les embarras dont elles sont la cause pour les affaires politiques du pays, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Celle de 1867 contribua à empêcher le gouvernement de cette époque de prendre, en temps utile, des résolutions qui eussent pu modifier les événements de 1870. Sa conduite en 1866 pendant la guerre austro-prussienne eût été différente et son action plus nette dans l'affaire du Luxembourg, qui vint ensuite, si l'on n'avait pas craint de nuire à l'Exposition. Toute la politique de notre gouvernement fut faussée par cette préoccupation.

Les leçons du passé ne devraient pas être perdues. Notre pays est actuellement aux prises avec des difficultés intérieures si évidentes, qu'il serait superflu d'insister. Des questions extérieures, très complexes, s'agitent aux quatre coins du monde, en Orient et en Extrême-Orient, en Afrique et en Amérique. Dans ces circonstances nous croyons qu'il est de notre intérêt de conserver l'entière liberté de nos mouvements et d'éviter de nous créer, volontairement et à l'avance, des embarras et des liens, ce qui pourrait avoir de très graves conséquences.

MÉNELIK.

Ménélik, le roi d'Abyssinie, est une figure du jour.

Voici une anecdote qui met en scène son intelligence et sa fermeté de caractère.

Avant d'être élevé au cardinalat, Mgr Massaia avait séjourné longtemps en Abyssinie en qualité de vicaire apostolique, et Ménélik s'adressait à lui chaque fois qu'il avait besoin d'un conseil ou qu'il désirait se procurer quelque chose en Europe.

Or, un jour, Ménélik fit dire qu'en Europe existaient des machines à coudre, et incontinent il en demanda une à Mgr Massaia, qui protesta d'ailleurs de son incompétence absolue en pareille matière. Rien n'y fit, Ménélik était tenace et force fut au vicaire apostolique d'écrire à Rome pour se procurer la fameuse machine à coudre.

Elle arriva, mais elle arriva démontée, et personne ne savait, à la Cour, comment la mettre en état. Le vicaire apostolique, les prêtres de la mission, les ingénieurs du Roi, les courtisans se mirent à la besogne, mais inutilement. Si bien qu'à la fin, Ménélik fit transporter les morceaux de la machine dans sa chambre, où on l'entendit travailler sans relâche pendant toute une nuit.

Et, au matin, il fit appeler la Reine et toute la Cour. Et l'on vit le roi Ménélik coudre à la machine, tout comme une assez habile ouvrière.

LA PASSION DU CHRIST.

Dans un de nos derniers échos nous mentionnions les souvenirs et instruments de la Passion du Christ, avec l'indication des lieux, églises ou sanctuaires qui les possédaient.

Il y en a deux autres que voici:

1° Le *Voile* avec lequel sainte Véronique essuya, pendant l'ascension du Calvaire, le visage de la divine victime, et où ses traits restèrent empreints. Ce voile est conservé à la basilique de Saint-Pierre de Rome, où une fête est célébrée en son honneur, le 4 février de chaque année.

2° Le *Saint Suaire*, ou linceul qui servit à la sépulture de Jésus-Christ. C'est un grand carré de deux mètres de côté, tissé en fin lin, sans coutures et d'un teint ivoire vieilli, que les catholiques ont eu le bonheur de contempler souvent en l'église du cloître de *Cadouin*, arrondissement de Bergerac, en Périgord. Tous les ans, vers la mi-septembre, un grand pèlerinage a lieu, organisé par les Pères Maristes de l'endroit, où se rendent de nombreux fidèles des villages voisins. Il n'y a jamais moins de deux ou trois évêques et même archevêques et cardinaux accompagnant en cette circonstance Mgr l'évêque de Périgueux.

LES ECURIES DE M. FAURE.

L'étalon qui a été offert à M. Félix Faure par le sultan Abdul-Hamid, et qui avait été mis à la disposition du ministre de l'agriculture par le président de la république a quitté, l'autre jour, l'écurie qu'il occupait à lui seul à l'Elysée et où il était laissé en liberté. Il est destiné au haras de Tarbes où il pourra faire des élèves.

Ce cheval bai avec une étoile blanche au front est de fort petite taille, il ne mesure qu'un mètre quarante-sept centimètres à l'encolure. Les jambes sont fines, la tête ressemble beaucoup à celle d'un pur sang, par contre le corps est un peu gros.

Tel qu'il est c'est, dit M. Montjarret, le chef des écuries du Président, un bel animal de race.

Ajoutons que M. Félix Faure a quinze chevaux. Il les a tous fait acheter depuis son arrivée au pouvoir et il vient en outre de faire l'acquisition d'un magnifique alezan avec lequel chaque matin, il va au Bois, dès sept heures, accompagné du commandant de La Garenne et parfois d'autres officiers. Cet alezan, un fils de Bruce, compte parmi les plus beaux chevaux connus à Paris.

UNE LETTRE DE KROPOTKINE.

Le prince Kropotkine a adressé, à la *Libre Parole*, la lettre suivante:

Bromby Kent, 7 mars 1896.

Monsieur,

Vous êtes dans l'erreur en disant, dans votre numéro du 6 mars, que j'ai été expulsé de France en 1886, et que ce décret me fut signifié à Dieppe.

A Dieppe, le commissaire de police m'a signifié et *montré l'original de la dépêche* du ministre de l'intérieur, adressée aux préfets et sous-préfets du Havre, Rouen, Dieppe, Neufchâtel, Yvelot. Elle commence par ces mots:

"Un arrêt d'expulsion vient d'être pris contre Kropotkine (Pierre)."

C'est bêt et bien M. Bourgeois qui a lancé cet arrêt d'expulsion, et, d'ailleurs, l'*Agence Havas* le dit aussi; seulement elle met le 10 février au lieu du 20 février, qui est la date de la dépêche susmentionnée du ministre aux préfets et sous-préfets.

En 1886, après ma sortie de prison, j'ai passé six semaines à Paris et j'y ai fait, le 24 février, une conférence intitulée: l'*Anarchie dans l'évolution socialiste*

En décembre 1887, j'ai passé quinze jours à Paris et j'y ai fait encore une conférence sur l'*Effet moral des prisons sur les prisonniers*

Je compte, monsieur, sur votre obligeance pour insérer cette rectification et vous en remercie d'avance.

PIERRE KROPOTKINE.

EN ROUMANIE.

Le ministère roumain paraît en plein travail de dislocation, par suite de la démission des éléments dociles dont M. Stourdza avait fait une quasi unanimité dans les deux Chambres. Pour avoir voulu abolir l'opposition, le chef du cabinet libéral a voué son parti à la décomposition automatique. Le schisme de M. Fleva a fait souche et déjà, dans un vote que le gouvernement demandait à la Chambre sur l'urgence d'un projet de création de docks à Jassy, il y a eu 47 voix contre 47; le lendemain, une interpellation, sur laquelle le ministère posait la question de confiance, a eu contre l'ordre du jour, 21 voix de membres de la majorité; un amendement dans le débat sur la vente des terres de l'Etat, combattu par le gouvernement, n'a été écarté que par 55 voix contre 47. Chaque jour, M. Stourdza se heurte aux pierres du chemin et manque de tomber. "On envisage donc d'ores et déjà, dit l'*Indépendance roumaine*, l'éventualité d'un cabinet qui ne serait plus présidé par M. Stourdza. Il est question d'un ministère Aurélian-Statesco, dans lequel entrerait aussi M. Fleva. Ce ministère marquerait la concentration libérale sans M. Stourdza, comme le cabinet du général Mano avait été celui de la concentration conservatrice sans M. Catargi. Cela ne dit rien qui vaille."

UN CAS CURIEUX.

Un curieux cas de léthargie vient de se produire dans l'île de Lesbos.

Mgr Nicephoru Glycas, métropolite grec orthodoxe de Méthymne, âgé de quatre vingts ans, était alité depuis fort longtemps

Dans la journée du 3 mars, son état de santé s'aggrava, et dans la soirée le médecin constata sa mort.

Conformément aux prescriptions de la religion grecque-orthodoxe, le métropolite, revêtu de ses vêtements sacerdotaux, fut placé sur un trône, dans l'église métropolitaine de Méthymne, et pendant deux jours et deux nuits les prêtres de la métropole le veillèrent, pendant que les fidèles affluaient pour voir une dernière fois leur métropolite.

Dans la matinée du 5 mars, le métropolite se leva subitement de son fauteuil, à la stupéfaction des prêtres qui priaient à ses côtés, et le prélat fut, lui aussi, effrayé en voyant l'appareil funèbre dont il était entouré.

Mgr Glycas était tout simplement tombé en léthargie, et il se porte maintenant à merveille. Sa qualité de métropolite lui a valu de n'être pas enterré vivant. Les simples mortels, en effet, doivent être inhumés, d'après les règlements en usage dans ce pays, douze heures après le décès.

DEPECHES Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

NOUVELLES ETRANGÈRE

Le Prince Henri d'Orléans.

Il reconnait la République.

Son Discours Patriotique cause une grande sensation.

COALITION DE PARTIS.

Presse Associée.

New York, 26 mars—Dépêche spéciale de Londres au *World*.

Un sérieux mouvement politique s'est produit en France à la suite de l'acceptation par le prince Henri d'Orléans d'honneurs conférés par le gouvernement français.

A son retour d'un voyage d'exploration dans le Burmah, le 8 am et le Thibet, non seulement le prince a manifesté l'intention d'accepter la croix de la Légion d'Honneur, un ordre institué par Napoléon Ier, mais a prononcé un discours dans lequel il a reconnu la république.

C'est, pratiquement, la première reconnaissance de ce gouvernement par un membre de la famille légitimiste. Ces faits ont causé des commentaires très amers parmi les partisans de cette famille.

Le prince Henri d'Orléans s'est de plus rendu à l'Elysée pour remercier le président Faure, et il a prononcé un discours patriotique à un dîner offert par le comte de Dion, un des plus ardents partisans du général Boulanger

Le cousin du prince Henri, le duc d'Orléans, est l'héritier légitime du trône de France. Le défunt comte de Paris, petit fils de Louis-Philippe, dont le fils aîné, le duc d'Orléans, mourut avant le roi, obtint à la mort du comte de Chambord l'héritage des deux branches de la maison royale de France.

Le comte de Paris n'avait qu'un frère, le duc de Chartres, et le prince Henri d'Orléans est le fils aîné de ce dernier. Si le duc d'Orléans meurt sans enfants, le duc de Chartres deviendra l'héritier du trône et son fils sera l'héritier après lui.

On annonce maintenant que les légitimistes, dégoûtés du duc d'Orléans et désespérant de le voir accepté par le peuple français, que les bonapartistes, désespérant également de voir accepter le prince Victor ou tout autre membre de sa famille, ont formé une coalition avec les grandes masses de la bourgeoisie.

Ces trois partis sont effrayés des progrès et de la virtualité des idées radicales, et il paraît qu'ils se sont unis pour forcer le président Faure à résigner ses fonctions et offrir sa succession au prince Henri.

La Guerre d'Abyssinie.

L'Opinion du Général Ellena

Presse Associée.

Rome, 26 mars — Au cours d'une interview le général Ellena, qui fut blessé à la bataille d'Adona, aurait dit qu'aucune armée italienne ne fut jamais si mal organisée, si mal nourrie et si mal équipée que l'armée avec qui il a combattu. Les trois colonnes d'opérations étaient si éloignées l'une de l'autre que leur jonction était impossible.

Les officiers ne possédaient pas de cartes, le pays était entièrement inconnu et on n'avait aucunes provisions pour parer aux éventualités.

Le général Ellena aurait conclu en déclarant que si la guerre était continuée l'Italie serait exposée à de grandes désillusions.

Les réclamations contre le gouvernement du Pérou.

Presse Associée.

Lima, Pérou, 26 mars, par voie de Galveston, Texas—Le gouvernement a notifié les membres du corps diplomatique que toutes les réclamations contre le Pérou, à propos de la récente guerre civile, doivent être présentées dans un délai de trente jours.

Engagement à Cuba.

Presse Associée.

La Havane, 26 mars—La colonne de troupes commandée par le colonel Pavia a rencontré une force de mille cavaliers insurgés sous les ordres de Lacret sur la plantation de San Joaquin. La cavalerie a chargé l'ennemi. Celui-ci s'est retiré dans la direction de Gran Cienaga, au sud de Matanzas, laissant quinze tués sur le champ de bataille.

Parmi ces derniers se trouvaient trois officiers. Les Espagnols se sont emparés d'une grande quantité d'armes, de munitions et d'objets de campement.

Concession à l'Espagne.

Presse Associée.

Ottawa, province d'Ontario, Canada, 26 mars—Le Conseil a rendu un décret d'après lequel l'Espagne est placée sur la liste des nations admises à participer aux avantages concédés à la France par le traité dit "Français."

Le câble Japonais-Américain.

Négociations infructueuses avec le gouvernement d'Hawaii.

Presse Associée.

Ottawa, province d'Ontario, Canada, 26 mars.—Le gouvernement d'Ottawa a reçu des avis annonçant qu'Audley Coote, le promoteur du câble franco-américain du Pacifique, a éprouvé un échec sérieux dans ses négociations avec le gouvernement d'Hawaii au sujet du projet d'un câble japonais-américain.

Sa demande de privilège exclusif d'établir une station de câble dans les îles a été repoussée. M. Coote a alors donné au gouvernement hawaïen l'assurance du fait qu'un montant suffisant d'argent a été souscrit au Japon pour permettre la construction immédiate de la ligne. Il a également proposé au gouvernement de représenter Hawaii à la signature du contrat avec les fonctionnaires japonais, sur les bases d'un plan qu'il a soumis. Mais cette proposition a été également repoussée, le gouvernement considérant qu'il est au delà de ses pouvoirs d'accepter.

La Question des Ecoles du Manitoba.

Presse Associée.

Winnipeg, Manitoba, Canada, 26 mars—Sir Donald Asmith, l'honorable M. Dickey et l'honorable M. Desjardine, membres de la Chambre du Dominion, nommés membres d'une commission de conférence avec le gouvernement du Manitoba, conférence qui a pour but un règlement de la question des écoles, sont arrivés à Winnipeg.

Le gouvernement Greenway n'a préparé aucun plan d'action dans la conférence; il ne prendra une décision qu'après les avances de la délégation d'Ottawa. Un rapport complet des travaux de la conférence sera préparé et soumis à la législature du Manitoba à la session prochaine devant s'ouvrir le 16 avril prochain.

La Commission de la dette Egyptienne vote les crédits de l'expédition du Nil.

Presse Associée.

Le Caire, 26 mars—Les membres de la commission de la dette égyptienne se sont réunis aujourd'hui et ont décidé d'accorder les 500,000 livres-sterlings demandés pour les dépenses de l'expédition anglo-égyptienne sur le Nil. 200,000 livres-sterlings sont rendus immédiatement disponibles.

Lord Salisbury en France.

Presse Associée.

Londres, 26 mars—Le marquis de Salisbury est parti pour Beaulieu, une résidence qu'il possède dans le nord de la France.

Les Troubles de Killiz.

Presse Associée.

Constantinople, 26 mars—Les troubles de Kiliz sont plus graves qu'on ne le supposait d'abord. La ville est complètement cernée par les troupes et personne ne peut entrer ou sortir.

Les fonctionnaires de Bitlis ont défendu aux missionnaires américains de distribuer des secours.

L'ambassadeur d'Angleterre, Sir Philippe Currie, a eu une entrevue à ce sujet avec Tewfik Pacha, le ministre des affaires étrangères.

A la Chambre des Communes.

Explications données par M. Curzon sur l'expédition du Nil.

Presse Associée.

Londres, 26 mars—La protestation du gouvernement Turc, à propos de l'expédition anglo-égyptienne du Nil, a été l'objet d'une discussion à la Chambre des Communes aujourd'hui.

Le sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. George N. Curzon, a déclaré qu'il est vrai que le Sultan a fait procéder à une enquête sur le caractère exact de l'expédition de Dongola, mais qu'aucune protestation n'a été faite au nom du gouvernement turc. Les explications nécessaires ont été données à l'ambassadeur de Turquie.

M. Curzon a dit qu'il est également vrai que la Turquie n'a pas été consultée avant les mesures prises pour l'organisation de l'expédition du Nil, mais que rien n'a été projeté qui soit en dehors des limites du pouvoir du Khédive.

A propos du conflit d'opinions soulevé par l'emploi du fond de la réserve égyptienne, certains cercles prétendant que l'unanimité des commissaires est nécessaire pour autoriser l'emploi de ce fond à l'exécution d'un projet comme celui de l'expédition du Nile, M. Curzon a fait remarquer que divers précédents établissent que la majorité est seule nécessaire.

La décision de la commission de la dette égyptienne soumise à un tribunal.

Presse Associée.

Le Caire, 26 mars—Immédiatement après avoir appris la décision de la commission de la dette égyptienne, les représentants du syndicat parisien des porteurs de titres égyptiens ont pris des mesures pour instituer un procès contre les commissaires et le ministre responsable du fonds de réserve devant le tribunal mixte.

Protestation des représentants de la France et de la Russie.

Presse Associée.

Londres, 26 mars—Une dépêche spéciale du Caire annonce que les membres français et russe de la commission de la dette égyptienne ont quitté la séance aujourd'hui après avoir protesté contre l'emploi du fonds de réserve aux dépenses de l'expédition anglo-égyptienne sur le Nil.

NOUVELLES AMERICAINES.

CHAUNCEY M. DEPEW.

Son opinion sur les candidatures présidentielles.

Il croit à la nomination de Morton.

Presse Associée.

Los Angeles, Californie, 26 mars—Un train spécial portant Cornélius Vanderbilt, Chauncey M. Depew, John Hone jeune et George R. Fearing, tous intimement attachés aux intérêts de Vanderbilt dans les chemins de fer, est arrivé hier soir à Los Angeles.

M. Chauncey M. Depew s'est exprimé ainsi sur la situation politique:

Il est généralement admis qu'au premier tour de scrutin à la Convention nationale républicaine McKinley obtiendra plus de suffrages qu'aucun des autres candidats.

Ce fait, cependant, ne le désigne que comme le candidat dangereux pour les autres, et, comme il arrive souvent dans les conventions nationales, de nombreuses combinaisons seront indubitablement faites entre les délégations douteuses afin de contrecarrer son influence. C'est alors que les véritables travaux commenceront pour détourner l'attention d'un candidat qui tient la tête mais dont les chances sont au premier abord secondaires.

S. M. McKinley pouvait obtenir la candidature au premier tour du scrutin, toutes les difficultés seraient aplanies, mais je suis certain, a dit M. Depew, qu'il n'obtiendra pas à ce moment le nombre de voix nécessaires et qu'il sera ensuite forcé d'abandonner la lutte.

Tout indique que M. Morton profitera de cet insuccès au premier tour de scrutin et que le candidat républicain à la présidence sera de l'Etat de New York.

A ces moments critiques dans les conventions, une considération spéciale est toujours accordée aux préférences des Etats douteux. New York a donné à Cleveland une majorité de 190,000 voix, et une majorité de 185,000 à Morton.

Ce fait démontre le caractère changeant des électeurs dans l'Etat-empire.

Il sera pris en considération à St-Louis, et les républicains de l'Etat de New York n'éprouvent aucune crainte au sujet du résultat.

Le "Baptême" de l'Iowa.

Presse Associée.

Des Moines, Iowa, 26 mars—Les délégués de l'état au "baptême" du cuirassé Iowa sont partis de Des Moines hier soir.

Mlle Drake, qui doit briser la bouteille de champagne sur le pont d'acier de l'immense bâtiment quand il glissera majestueusement dans les eaux, est partie de Centreville avec son frère, le colonel Frank E Drake.

Ils rejoindront les autres délégués à Chicago ce matin. La question du remplacement de la bouteille de champagne par une bouteille d'eau a été entièrement tournée en plaisanterie. Si la législature n'était pas en ce moment occupée à des travaux importants, plusieurs membres assisteraient au lancement de l'Iowa.

A la Législature de la Colombie Britannique.

Les frontières de l'Alaska.

Presse Associée.

Victoria, Colombie britannique, 26 mars—Le capitaine John Irving, un représentant de Cassiar, dans la partie nord de la Colombie britannique, à la législature provinciale, déposera lundi prochain un projet de loi concernant les mineurs qui partent pour la région du Yucon, qui hâtera peut-être la solution de la question de frontière.

Le but de la proposition du capitaine Irving est de comprendre la région du Yucon dans le territoire de la Colombie britannique et de la gouverner de Victoria.

Les mineurs auraient à se conformer aux lois minières de la colonie et à se procurer des licences.

D'un autre côté, le gouvernement provincial considérerait avec plus de faveur le projet de construction d'un chemin de fer à travers le territoire canadien jusqu'aux mines, qui donnerait aux villes de la Colombie britannique l'occasion d'obtenir une partie du trafic que contrôle actuellement la région du détroit.

Greater New York.

Presse Associée.

Albany, Etat de New York, 26 mars—La loi du "Greater New York" a été votée aujourd'hui à la la législature de l'Etat par 91 voix contre 56.

La Mort d'Hyppolite confirmée.

Presse Associée.

Washington, 26 mars—Le gouvernement de Washington a reçu du ministre des Etats-Unis à Port-au-Prince, M. Smythe, une dépêche confirmant le rapport de Paris annonçant la mort d'Hyppolite, président de la république d'Hayti. Le message du ministre ne donne aucun détail; il ne contient que ces mots: Président mort.

Le ministre de Turquie à Washington.

Presse Associée.

Washington, 26 mars — Mavroyeni Bey, ministre de Turquie à Washington, a déclaré cette après-midi qu'il n'a reçu de son gouvernement aucun avis annonçant son rappel, comme l'a établi une dépêche de Constantinople; et il a exprimé l'opinion que le rapport est sans fondement.

Il s'est présenté cette après midi pour affaires au département d'Etat et a rencontré le secrétaire Olney. Sa visite a servi de base à des rapports à sensation annonçant la présentation de ses lettres de rappel.

Le ministre de Turquie n'a même pas fait allusion à ces histoires.